



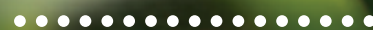
RAPPORT
ANNUEL

2020

ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES
EN UNION DES COMORES



NATIONS UNIES
COMORES



Bureau du Coordonnateur résident
des Nations Unies aux Comores.

Maison des Nations Unies
Hamramba Moroni
Union des Comores
BP:648, Moroni - Comores
Tél: +269 763 1089



One_UN_Comores



www.comoros.un.org

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	P.2	4
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES.....	P.5	7
LE PARTENARIAT AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT.....	P.6	8
1. LES COMORES EN BREF	P.9	11
INTRODUCTION.....	P.13	15
2. RÉSULTATS DU PNUAD		
EFFET 1: CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS.....	P.19	21
EFFET 2: SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT.....	P.25	27
EFFET 4: GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME.....	P.33	35
EFFET 4: CHANGEMENT CLIMATIQUE, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES.....	P.39	37
3. UNIS DANS L'ACTION SUCCÈS ET LEÇONS APPRISES		
UNIS DANS L'ACTION.....	P.49	51
ÉVALUATION ET LEÇONS APPRISES.....	P.50	52
RECOMMANDATIONS.....	P.51	53
4. PERSPECTIVES.....	P.54	56
PERSPECTIVES CLÉS.....	P.55	57
SIGLES ET ACRONYMES.....	P.56	58

AVANT-PROPOS



L'année 2020 a été une année riche en défis et en réalisations pour l'Union des Comores. Elle témoigne d'une coopération renforcée entre le gouvernement et l'Équipe-pays des Nations unies pour mettre en œuvre le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2015-2021, et répondre aux priorités nationales de développement déclinées dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable révisée (SCA2D) 2018-2021. Deux documents phares et stratégiques qui sont basés sur le principe de ne laisser personne de côté afin de faire des objectifs de développement durable (ODD) une réalité aux Comores.

L'archipel de plus de 850 000 habitants a été, sur sa trajectoire vers le développement, touché comme de nombreux pays du monde, par la pandémie de COVID-19. Aux côtés du gouvernement et en soutien à la population, l'ONU a réorienté ses programmes et mobilisé des fonds afin de répondre à la crise tout en assurant la continuité des efforts de

développement. Un accent particulier a été mis sur le maintien des acquis dans les domaines de l'économie inclusive, de la réduction des inégalités, des droits de l'homme, de la gouvernance, de la gestion durable de l'environnement, ou encore de l'adaptation au changement climatique. En étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires, l'Équipe-pays des Nations unies a identifié et promu des solutions innovantes, intégrées et durables aux problèmes de développement actuels, en mettant l'accent sur les groupes, les communautés et les zones les plus vulnérables. Plus de 21 millions de dollars ont été ainsi mobilisés pour répondre aux priorités les plus critiques et les plus urgentes du pays.

2020 a aussi été une période au cours de laquelle nous avons prouvé les capacités de préparation et de réponse du pays face à la pandémie. En effet, 4 mois avant la déclaration du premier cas de COVID-19, les autorités nationales et insulaires ont su mettre en place de mécanismes de préparation et des structures de coordination pour la

gestion de la crise. Cette anticipation a permis de contenir considérablement cette première vague de COVID-19 qui a été à l'origine de 765 cas positifs et 7 décès à la fin de l'année. Le système des Nations unies est fier d'avoir soutenu le pays dans cette réponse, tant sur le plan sanitaire que socio-économique.

Alors que cette année marque la dernière décennie d'action vers la réalisation de l'Agenda 2030 dans le monde, les Comores se sont également engagées dans la réalisation de leur premier Rapport volontaire national de mise en œuvre des ODD. Le système des Nations unies a accompagné le pays dans cet exercice de haut niveau qui a permis de mettre en exergue les réformes entreprises en matière de gouvernance politique, économique et administrative, ainsi que dans les secteurs sociaux. Les avancées, les défis, et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des ODD au niveau national ont également pu être identifiés, faisant de ce rapport un document technique de référence en matière de développement. Le pays a par ailleurs concrétisé ses ambitions d'émergence pour cette décennie d'action en se dotant du Plan Comores Émergent 2020 - 2030 (PCE) et du Plan de développement intérimaire 2020 - 2024

(PDI). Ces deux documents stratégiques, qui entrent en vigueur cette année, offrent un cadre de référence pour la planification du développement, contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable et répondant à l'ambition d'émergence du pays.

S'engager stratégiquement par le biais d'efforts concertés et coordonnés sera essentiel pour que nous puissions atteindre ceux qui sont laissés pour compte ou qui risquent de l'être. Cela ne peut se réaliser qu'en relevant les défis par le biais d'une planification inclusive des actions au niveau local et insulaire, et en portant une attention particulière aux groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes, et les personnes avec un handicap. Le système des Nations unies au Comores a ainsi entamé cette année l'élaboration du Plan-Cadre de coopération pour le développement 2022-2026 (UNSDCF), un programme unique de l'ONU aux Comores. Ce processus participatif et inclusif mobilise les acteurs nationaux notamment les ministères, la société civile et le secteur privé, l'ONU, ainsi que les acteurs de développement présents dans le pays. Ce nouveau plan-cadre de coopération sera aligné aux priorités du PCE et du PDI afin de satisfaire les

objectifs de l'Agenda 2030 et les priorités nationales de développement.

C'est avec un grand plaisir que je vous invite à lire ce rapport qui met en lumière le partenariat solide et entre l'ONU et les Comores au travers de nos principaux résultats en 2020. Ce rapport est également un élément clé de

l'engagement du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, en faveur d'un système multilatéral plus transparent, plus responsable, et axé sur les résultats. La promesse d'un monde pacifique et prospère, et celle d'une planète plus sûre et plus durable pour nos générations et celles à venir.

François Batalingaya

Coordonnateur résident
du Système des Nations unies
aux Comores



ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES

Agences résidentes



Agences non-résidentes



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)



Organisation
internationale
du Travail



Programme des Nations Unies
pour l'environnement



Programme
Alimentaire
Mondial

PAM



FOR A BETTER URBAN FUTURE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



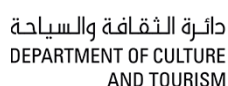
UNHCR
The UN Refugee Agency



International
Trade
Centre

LE PARTENARIAT AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Ils nous ont fait confiance. Les bailleurs et partenaires représentés sont ceux associés aux activités menées au cours de l'année 2020. Ils sont classés par ordre alphabétique.



de la part du
Peuple japonais



NOS PARTENAIRES



AfriYan Comoros "Réseau National des Jeunes en Population et Développement" • Agence Nationale pour l'Aviation Civile et la Météorologie des Comores (ANACM) • AIDE • Assemblée de l'Union des Comores (AUC) • Cour Suprême • Cour de Vérification des Comptes • Commission Electorale Nationale Indépendante • Association Comorienne pour le Bien-Etre de la Famille (ASCOBEF) • Association des Femmes journalistes • Association des Religieux pour la promotion de la santé de la Reproduction (ARPSR) • Association régionale pour l'aménagement des sols (ARAF) • Bandabitsi • Bureau Géologique des Comores (BGC) • Caritas Comores • Confédération des Travailleuses et des Travailleurs des Comores (CTC) • Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) • Croissant rouge comorien (CRCO) • Entreprendre Féminin Océan Indien Comores • FCAS Ngazidja "Fédération des Clubs Anti-SIDA, Ngazidja • Fédération Comorienne des Consommateurs (FCC) • Gouvernorats des îles • Hifadhui • INNOCV'LAB • MAPE • Mouvement des Entreprises Comoriennes (MODEC) • ONG MAeecha • Organe comorien de bienfaisance (OCB) • Radios communautaires • Réseau des Jeunes Entrepreneurs • Réseau National des Femmes Médiatrices pour la Paix • Réseau National des Jeunes Leaders pour la Paix • Société nationale d'électricité (SONELEC) • Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) • Union des Chambres de Commerce des Comores (UCCIA)

.1

LES COMORES EN BREF



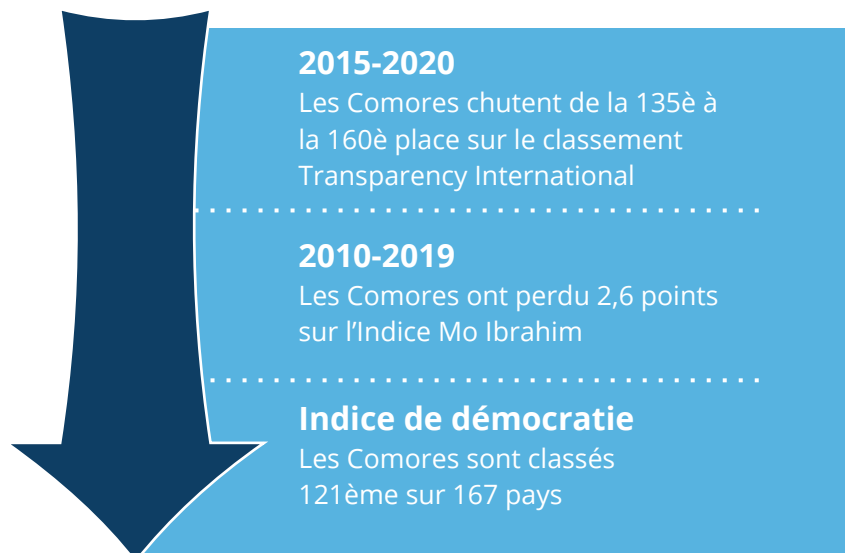
LES COMORES EN BREF

POLITIQUE

En matière de gouvernance politique, les Comores ont opéré une réforme constitutionnelle en 2018 qui sous-tend la vision nationale pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable

(ODD), et l'émergence du pays. Cette réforme a été opérée par le biais d'une restructuration des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Les indicateurs de gouvernance demeurent globalement bas.



Quant à l'environnement des affaires, les Comores sont mal notées par les classements mondiaux, tels que le Doing-Business (160^{ième} rang/190 en

2019). En conséquence, elles peinent à attirer les investissements susceptibles de redynamiser l'économie.

ÉCONOMIE

Sur le plan économique, les Comores ont rejoint en 2019 le rang des pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure. Cependant, le taux de croissance économique demeure faible et la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 a fait basculer le taux de croissance économique initialement prévu à 4,6% à 0,3% en 2020. Le ralentissement de l'activité économique n'est pas resté sans conséquence. Alors que l'archipel se relevait du passage cyclone Kenneth en avril 2019, la pandémie de COVID-19 a particulièrement affecté les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration à cause des restrictions de mouvement. Les entreprises ont perdu plus de 90% des effectifs, avec un impact disproportionné sur les femmes et les groupes vulnérables, notamment dans la restauration, l'hôtellerie, et les agences de voyage qui elles ont perdu 80% de leurs chiffres d'affaires selon l'étude socio-économique de l'INSEED. Avec 75 % des actifs travaillant dans le secteur informel. Avec un taux de pression fiscale en dessous de 9,7 % en 2018, les Comores se classent parmi les pays africains ayant les plus faibles taux dans ce domaine.

SOCIAL

Selon l'enquête ménages de 2014, 44,1 % de la population comorienne vit dans la pauvreté, dont 35,6 % dans l'extrême pauvreté. L'indice de Gini mesurant les inégalités reste, quant à lui, à un niveau élevé bien qu'il ait connu un recul au cours de la période allant de 2004 à 2014, passant de 0,55 à 0,45.

Le pays est densément peuplé avec près de 465 habitants au km² contrairement à son voisin des Seychelles (211 habitants au km²). Cette forte densité de la population n'est pas sans conséquence sur la pression anthropique exercée sur les ressources naturelles et l'environnement. Par ailleurs, 54,2% de la population vit dans des zones à risque. Selon le Recensement Général de la Population de 2017, plus de 49,44 % de la population comorienne a moins de 20 ans. Une situation qui entraîne une forte pression sur le marché du travail, couplé à une faiblesse du système éducatif qui ne répond pas aux besoins et aux aspirations de la société.

Les Comores ont 4 sites sur leur « Liste indicative » pour le patrimoine mondial. Il s'agit des écosystèmes marins de l'archipel des Comores, les écosystèmes terrestres et paysage culturel de

l'archipel des Comores, les sultanats historiques des Comores, ainsi que le paysage culturel des plantations à parfums des îles de la lune. À cela s'ajoute un inventaire de 15 éléments du patrimoine culturel immatériel.

Enfin, la pandémie de COVID-19 a révélé de nombreuses faiblesses dans les mécanismes de prestation de l'éducation du pays qui nécessitent de lourds investissements dans les canaux d'éducation alternative à travers les trois îles via les technologies de l'information et de la communication, et une formation plus poussée aux techniques d'apprentissage mixte.

En 2017, le pays disposait de 2,7 médecins pour 10 000 habitants. En matière de santé de la reproduction, 11,3 % des jeunes femmes de 15-19 ans ont déjà commencé leur vie féconde (EDS 2012). Un niveau d'accès à l'eau potable trop faible avec 30 % de la population ayant accès à l'eau. Les détenus inculpés de viol ou d'agression sexuelle sur mineurs représentant 54% de la population carcérale à la date du 05 aout 2020. L'EDS/MICS 2012 informe que parmi les filles âgées de 20-24 ans au moment de l'enquête, 31,6% ont été mariées avant 18 ans et 10% avant 15 ans. Des textes de lois ont été votés mais le cadre juridique dans son ensemble n'a pas connu d'amélioration.

SANTÉ

L'insécurité alimentaire liée surtout à la faible productivité d'un secteur agricole peu mécanisé et modernisé, est devenue endémique et touche plus de 35 % de la population comorienne. Le taux de malnutrition chronique touche 30 % des enfants de moins de 5 ans, alors que le taux d'insuffisance pondérale est de 15% pour cette même tranche d'âge.

ENVIRONNEMENT

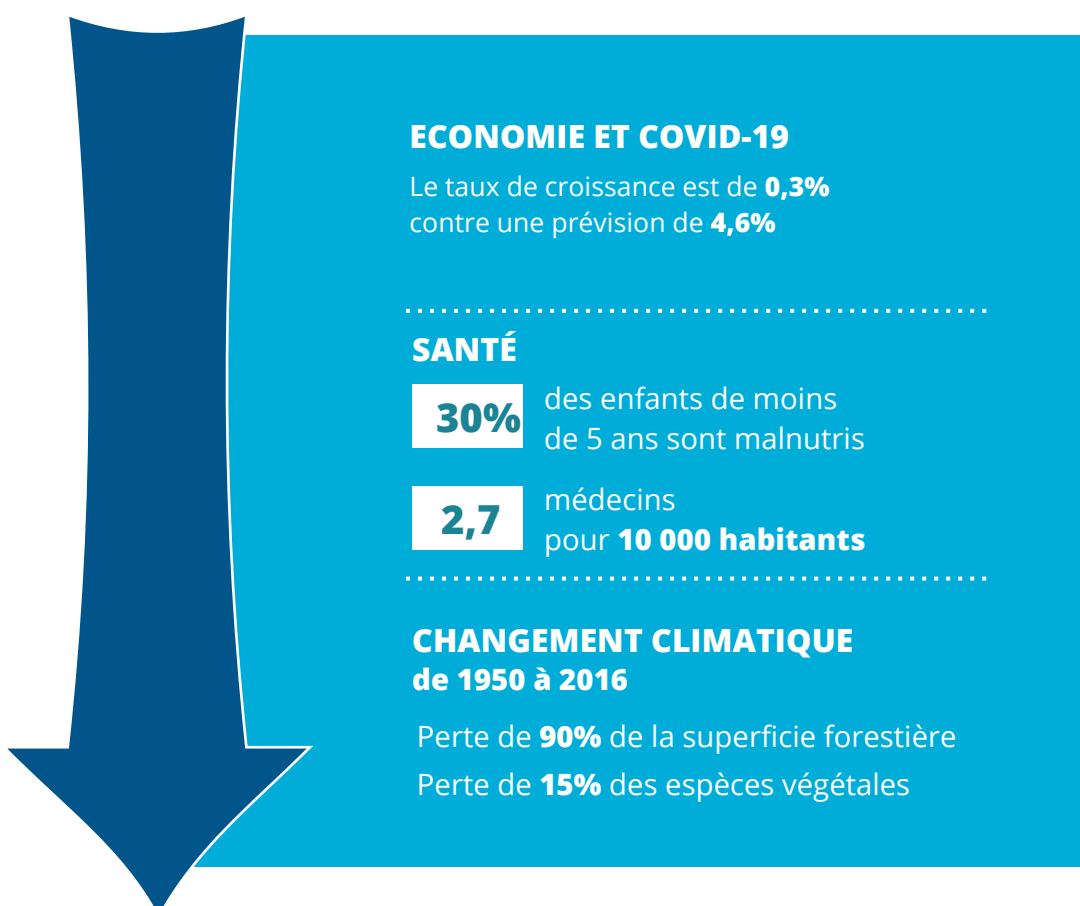
CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pays archipélagique placé au 51ème rang sur 172 des pays vulnérables aux changements climatiques, cette vulnérabilité a un fort impact sur l'économie nationale et la disponibilité des moyens de subsistance. L'archipel fait face à de multiples problèmes liés à la déforestation et à la dégradation accélérée de sa biodiversité. Entre 1950

et 2016, le pays a perdu 90% de sa superficie forestière passant entre 1950 et 2016, alors que 15 % des espèces végétales auraient disparus au cours de cette même période.

Dans l'ensemble des îles, les sols sont très fertiles, mais également fragiles et très vulnérables à l'érosion. Le réseau hydrographique des îles de Ndzuani et

de Mwali, bien que relativement dense à l'origine, s'est fortement réduit suite à une déforestation massive et à une extension des cultures annuelles. Ainsi, de nombreuses sources d'eau tarissent en saison sèche. Le nombre de cours d'eau permanents sur Anjouan serait passé de 45 en 1950 à 12 aujourd'hui (PANA 2006).



INTRODUCTION



La mise en œuvre du PNUAD 2015-2021, au titre de l'année 2020, a été une occasion renouvelée de mettre à profit les efforts coordonnés et la valeur ajoutée des agences du système des Nations unies, chacune dans son domaine d'expertise, pour des Comores qui ne laissent personne de côté. Cette année, qui est également la décennie d'actions vers la réalisation de l'agenda 2030, a été marquée par la pandémie de COVID-19 qui a touché le pays en avril et affecté plusieurs secteurs de développement. Le SNU a accompagné le gouvernement dans la réponse à la crise, tout en maintenant le cap sur les interventions planifiées dans le plan de travail conjoint de l'année 2020. Ce chapitre détaille ces réalisations déclinées dans le cadre du PNUAD et qui s'articule autour de 4 résultats majeurs ou EFFET. Ces EFFETS répondent aux priorités nationales incluses dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable révisée (SCA2D), et aux avantages comparatifs du SNU aux Comores.

EFFET 1

CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

« D'ici à 2021, les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents ». Il est aligné à l'Axe stratégique 1 de la SCA2D révisée, « Accélération de la transformation structurelle de l'économie et gestion durable des ressources naturelles ». Il couvre la dimension économique et se réfère au pilier « Prospérité » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

EFFET 2

SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

« D'ici 2021, la population, en particulier les groupes vulnérables,

bénéficie et utilise des services sociaux de base et de protection de qualité, équitables et durables ». Il rejoint l'axe stratégique 2 de la SCA2D révisée, « Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social ». Il renvoie à la dimension sociale et aux piliers « Population » et « Prospérité » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

EFFET 3

GOVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME

« D'ici 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience ». Cet effet est aligné à l'Axe stratégique 3 de la SCA2D révisée, « Consolidation

de la gouvernance et promotion de l'état de droit », et se réfère aux trois dimensions du développement durable qui ne peuvent être opérationnalisées sans la « Paix ».

EFFET 4

CHANGEMENT CLIMATIQUE, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES

« D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises », est quant à lui aligné à l'Axe stratégique 1 de la SCA2D révisée, « Accélération de la transformation structurelle de l'économie et gestion durable des ressources naturelles ». Il est arrimé à la dimension environnementale et au pilier « Planète » du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à ses impacts, le SNU a accompagné la réponse nationale à travers 4 piliers majeurs d'intervention. Le SNU s'est ainsi attelé à :

1

Répondre aux défis sanitaires immédiats causés par la crise

Fournir une réponse intégrée aux plus vulnérables et renforcer la continuité de leurs accès aux services de base

2



3

**Appuyer une réponse
multisectorielle visant
à atténuer les effets
socio-économiques de
la crise et préparer le
relèvement en
promouvant un
nouveau modèle de
développement
durable**

4

**Renforcer la
cohésion sociale
et la résilience
des communautés
sur l'ensemble du
territoire**

Ces interventions sont incluses dans la réalisation des effets du PNUAD.

La mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PNUAD sont basés sur des mécanismes de coordination qui sont continuellement renforcés en tenant compte des leçons apprises et recommandations résultant des quatre dernières années de mise en œuvre.

Par ailleurs, le leadership est assuré par le comité de pilotage, co-présidé par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, côté gouvernement, et le Coordonnateur résident pour l'Équipe-pays des Nations unies. Le groupe Programme (PMT) demeure la cheville ouvrière et les groupes résultats (GR)

restent les leviers opérationnels de la gestion programmatique du PNUAD. Le groupe des Opérations (OMT) apporte un appui technique à travers la mise en œuvre opérationnelle, alors que le groupe de Communication (UNCG) soutient la promotion d'une image cohérente de le SNU, à travers une communication axée sur les résultats du PNUAD et des ODD.

L'Équipe-pays des Nations Unies, en accord avec le gouvernement, poursuivra l'organisation des revues annuelles et conduira une évaluation finale du PNUAD révisé en 2020 dont les résultats, les conclusions et les recommandations orienteront le prochain cycle de programmation.

4 RESULTATS MAJEURS OU EFFETS

EFFET 01

Croissance
inclusive, emplois
décent, réduction
des inégalités



EFFET 02

Santé, éducation,
eau, hygiène et
assainissement



EFFET 03

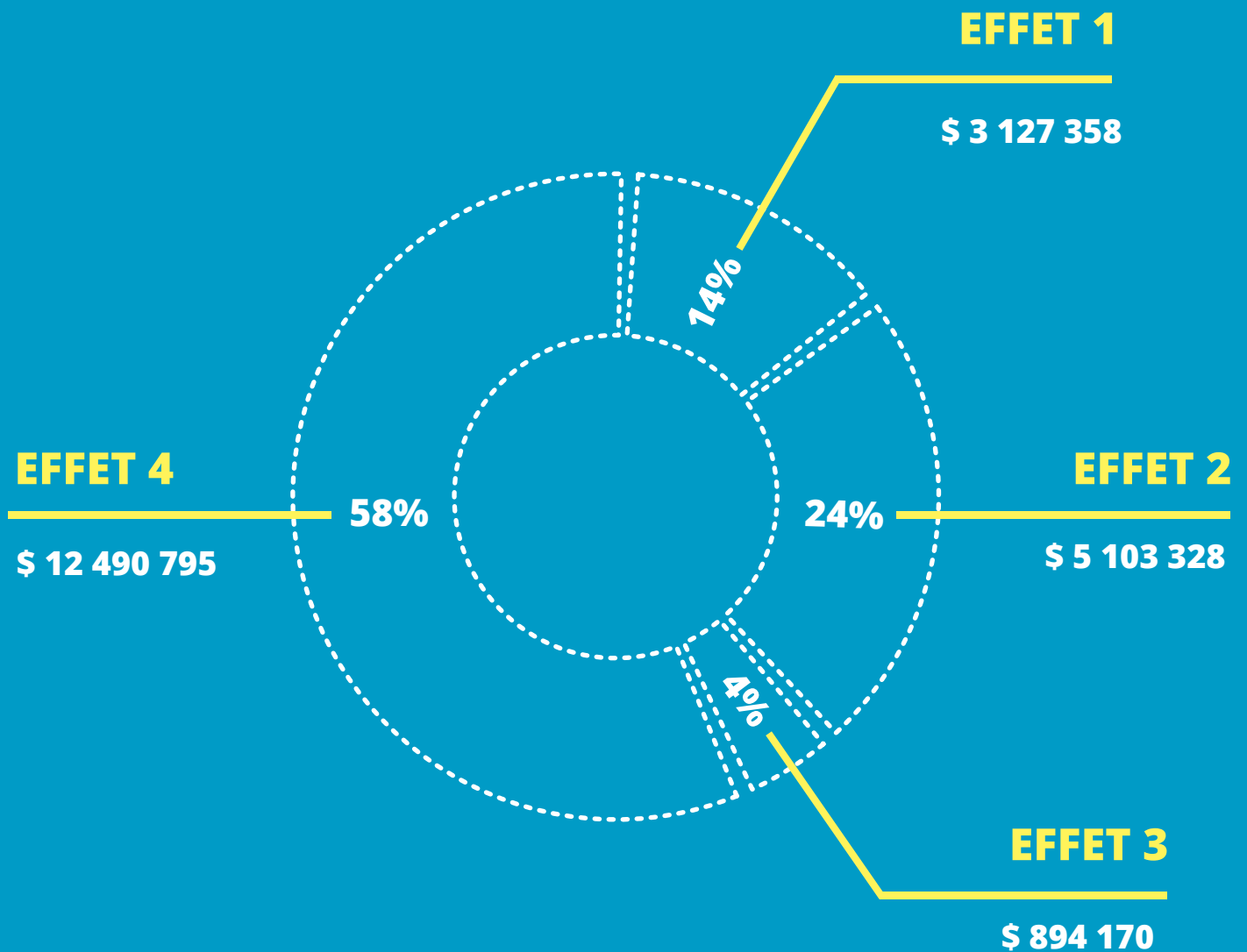
Gouvernance et
droits de l'Homme



EFFET 04

Changement
climatique, résilience,
risques et catastrophes





Total : 21 615 651 \$

L'allocation budgétaire effective pour l'année 2020 se chiffre à 21 615 651 \$. Ce budget alloué a été dépensé à 96,9% et réparti entre 4 effets. Elle ne prend pas en compte les ressources supplémentaires mobilisées face à la pandémie de COVID-19 qui s'élève à 6 186 706 \$.

. 2

**RÉSULTATS
DU PNUAD**



. 2

RÉSULTATS DU PNUAD

EFFET 1

CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

D'ici à 2021, les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents.



AGENCES CONCERNÉES



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)



Organisation
internationale
du Travail



PN
UD



International
Trade
Centre

Les interventions des agences impliquées dans la mise en œuvre de l'effet 1 du PNUAD contribuent aux deux résultats suivants :

- Les populations pauvres et vulnérables notamment les femmes des zones cibles accèdent à des services financiers et non financiers adaptés à leurs besoins ;

- Les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, disposent des capacités techniques, technologiques et financières adéquates pour renforcer l'accès inclusif à des opportunités d'emploi décent en milieux péri-urbain et rural.

Les interventions du SNU ont soutenu la résilience des groupements des pêcheurs par le développement de techniques durables de pêche, couplé à la surveillance et le contrôle des maladies animales nouvellement introduites. Les actions ont ainsi permis de renforcer la réglementation nationale en matière de contrôle et de surveillance des nouvelles maladies. A terme, il est attendu que l'appropriation des activités par les bénéficiaires renforce la conservation des récifs, et la vulgarisation des nouvelles techniques de lutte contre la pêche illicite.

En matière de gestion durable des terres, 5 micro-projets ont porté sur :

- Des aménagements antiérosifs et la vulgarisation des systèmes d'embocagement des bassins versants de Dindri, Koni Ngani et Koni Djodjo pour 300 exploitants agricoles sur 300 Ha ;
- La mise en place de 3 comités de gestion de ces sites, notamment pour l'application des mesures de protection des 3 sources d'eau attenantes ; l'installation d'un système de pompage solaire sur l'impluvium de Dimadjou ; et la construction de 5 réservoirs de collecte des

eaux pluviales à des fins agricoles incluant la fourniture du matériel végétal, des semences améliorées, et d'intrants agricoles.

Pour l'accès des populations pauvres et vulnérables à des services financiers et non financiers adaptés à leurs besoins, l'appui du système des Nations Unies a permis d'accompagner la Direction régionale de l'environnement et des forêt (DGEF) dans :

- La construction et la mise en service, au Centre rural de développement économique (CRDE) de Mibani à Mohéli, d'un système d'irrigation par aspersion sur 3 hectares et par gouttes à gouttes sur 1 500 m². Cet appui a permis aux exploitants bénéficiaires de disposer des conditions adéquates pour améliorer et diversifier leurs productions notamment par des spéculations à cycles courts, ce qui à terme, permet de tripler leurs revenus annuels ;
- Le développement d'initiatives communautaires alternatives telles que l'électrification solaire des ménages, des

infrastructures éducatives, sanitaires et économiques du village d'Idjinkoundzi ;

- La fourniture d'équipements, d'intrants agricoles et de matériel végétal à 250 agriculteurs des villages du parc Mont Ntringui afin d'améliorer la résilience des communautés vulnérables conformément aux exigences du plan de gestion environnemental et de sauvegarde sociale liées à la mise en place des aires protégées ;

L'électrification solaire de 120 ménages, de 2 établissements scolaires, d'un poste de santé communautaire, et d'une unité de conservation et de commercialisation des produits frais;

- L'électrification au biogaz du site écotouristique de Ouallah II ;
- La mise en place d'un centre de formation sur le recyclage des déchets portée par l'ONG Banda Bitsi.



Bahia Ali Abdou,

Agricultrice de 43 ans,
Membre et secrétaire
du comité de surveillance
de la coopérative agricole
RAWUNI.

« Avant, nous plantions de manière archaïque avec très peu connaissances agricoles. Nous étions organisés en petits groupes d'agriculteurs et agricultrices pour se donner des coups de main dans la parcelle de chacun. Aujourd'hui, notre manière de planter a beaucoup changé. Je ne faisais que la plantation du manioc et maintenant je fais la plantation de carotte, de la pomme de terre, et de la patate douce. Actuellement, ma coopérative RAWUNI a une grande production de produits vivriers et on a ouvert un marché dans mon village pour vendre nos produits à un prix imbattable dans la commune et ailleurs. »

L'agriculture dans la commune de Mboinkou se faisait de manière archaïque. Pourtant une grande partie de l'économie de cette région située sur l'île de Ngazidja en Grande Comore en dépend. Les femmes en particulier, peinaient à labourer les grandes parcelles de la zone agricole située à plus 4km de la commune, au bout de sentiers aux pentes raides. Le système des Nations unies soutenu avec le gouvernement la création de 5 coopératives agricoles qui ont été dotées de 5 motoculteurs afin de mécaniser l'agriculture et ainsi réduire le temps et la pénibilité des travaux. La réalisation d'une piste pour désenclaver la zone agricole a également facilité les déplacements des agriculteurs, la récolte et l'acheminement des produits agricoles vers le marché. Les femmes peuvent désormais s'occuper de leur activité principale qui est la plantation, et consacrer plus de temps à leurs enfants. Comme 100 autres agriculteurs de la commune, Bahia a vu ses capacités techniques renforcées par une formation pratique sur des techniques agricoles pour les cinq coopératives agricoles de la commune de Mboinkou.

RÉSULTATS CLÉS

- Le renforcement des capacités d'exploitation rationnelle et durable des ressources halieutiques ;
- Le renforcement de la surveillance sanitaire dans le cadre du contrôle des maladies animales transfrontalières ;
- Création de la première Agence nationale pour la gestion des aires protégées ;
- L'adoption par l'Assemblée nationale et la promulgation de la loi d'application du Protocole de Nagoya sur le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources naturelles ;
- 253 jeunes entrepreneurs formés et appuyés pour le lancement de leurs projets au niveau des trois îles ;
- Élaboration et validation technique d'un guide de documentation sur les connaissances traditionnelles, la méthodologie de l'inventaire des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles ;
- Regroupement et formation de 100 agriculteurs au sein de 7 coopératives agricoles qui ont vu leur production tripler en Grande Comore et à Anjouan. Les appuis ont porté sur les formations entrepreneuriales, business literacy, l'appui à l'élaboration de business plan, la dotation de matériels et d'équipements pour le démarrage effectif et l'extension des activités, le suivi des projets mis en place ;
- Contribution au désenclavement des zones agricoles de la Commune de Mboinkou par l'aménagement de 5km de pistes rurales suivant l'approche HIMO structurée ;
- Mise à disposition du gouvernement de l'expertise nécessaire à l'évaluation des impacts socio-économiques de la COVID-19 : enquête sur les répercussions socio-économiques de la crise sur les ménages;
- Production d'une note sur les implications du COVID-19 sur le développement économique et social ;

- Mise à disposition au gouvernement de l'analyse préliminaire des impacts et implications de la pandémie COVID-19 sur les principaux secteurs du développement économique et social de l'Union des Comores ayant permis au pays de disposer d'une perspective initiale sur la situation ;
- Mise à disposition du gouvernement de l'expertise nécessaire à l'évaluation des impacts socio-économiques de la COVID-19 sur les conditions de vie des ménages vulnérables: enquête sur les répercussions socio-économiques de la crise sur les ménages ;
- Élaboration des textes d'application de la loi sur le système national des aires protégées qui s'est traduite par l'approbation en conseil des ministres de 5 projets de décrets de création de parcs nationaux aux Comores.

EFFET 2

SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

D'ici à 2021, la population, en particulier les groupes vulnérables, bénéficie et utilise des services sociaux de base et de protection de qualité, équitables et durable.



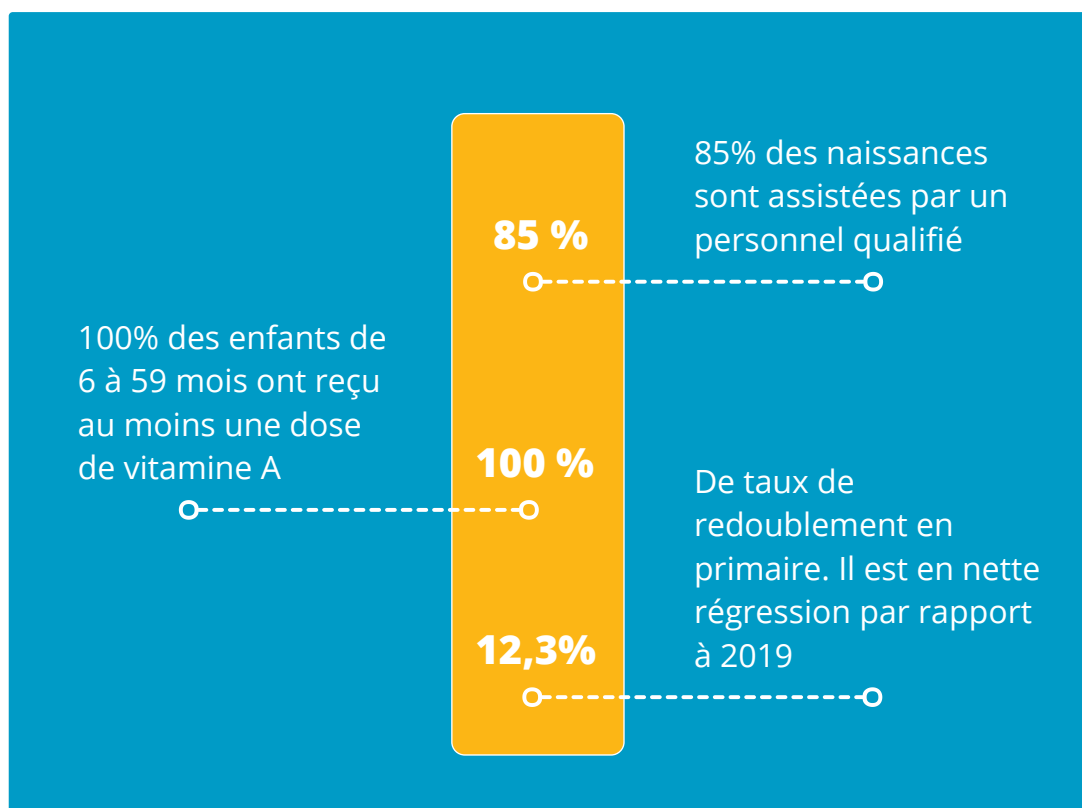
AGENCES CONCERNÉES



Malgré le contexte difficile de la pandémie de la COVID-19 qui a mis à mal le système de santé, des réalisations importantes ont été enregistrées dans le domaine du renforcement du système de santé y compris de la nutrition, du système éducatif, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, mais aussi de la protection de l'enfance et de l'inclusion sociale. En effet, le pourcentage des naissances

assistées par un personnel de santé qualifié a été maintenue à 85%. Grâce à la campagne de nutrition organisée en décembre 2020, 100% des enfants comoriens de 6 à 59 mois ont reçu au moins une dose de vitamine A. Au niveau de l'éducation, le taux de redoublement au primaire a été estimé à 12.3%, soit en nette régression par rapport à 2019.

7



ÉDUCATION

La préparation efficace de la rentrée scolaire 2020-2021 a mis l'accent sur l'achat de fournitures et d'équipements de classe pour 7 500 élèves et 222 enseignants. Les travaux de réhabilitation de 50 salles de classe dans 10 écoles ont été lancés, et pourraient profiter à plus de 3 000 enfants.

Dans le domaine de l'éducation préélémentaire, le taux de préscolarisation de 32,7% enregistré en 2019 semble maintenu selon l'évaluation réalisée en 2020, soit plus de 15 000 enfants dont 127 en situation de handicap. Bien que ce chiffre soit loin

de la cible de 55% visée pour 2020 par le ministère de l'Éducation nationale (MEN) en collaboration avec le SNU, ce maintien est plutôt positif au regard des défis politiques, dont la mise en œuvre des activités du sous-secteur dans le contexte de la COVID-19. Environ, 7 346 élèves des classes préscolaires dont 3 595 filles ont bénéficié de 269 kits de matériels ludiques, de fournitures et d'autres supports d'apprentissage en rapport avec leur niveau de scolarisation. Quant aux enseignants, 4 300, dont 41% des femmes ont bénéficié des kits de fournitures et de matériel pédagogique au cours de la même période.

Ensuite, après la réouverture des écoles, les missions de monitoring et de supervision conjointes réalisées avec le ministère de l'Éducation nationale ont permis de sensibiliser aussi bien les élèves que leurs enseignants et les membres des Conseils d'Écoles sur les mesures barrières et la dotation des écoles en matériel de lavage des mains. Au total, au moins 36 333 élèves des 201 écoles primaires de Ngazidja ont bénéficié de ces actions de sensibilisation sur les mesures barrières. Aussi, les écoles primaires publiques seront dotées, dès la rentrée scolaire 2020-21, de thermo flash pour

améliorer le suivi de la température des enfants. Des outils appropriés sont en cours de développement pour faciliter le monitoring et le reporting.

Enfin, en collaboration avec le secteur WASH, 60 écoles ont bénéficié des dispositifs de lavage des mains sans contact dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et en accompagnement à réouverture partielle des écoles. Ces dotations ont permis à près de 10 846 enfants d'être protégés contre les risques de contamination à la COVID-19 et de reprendre sainement leur scolarité de manière sécurisée.



Environ 7 346 élèves en classe préscolaire dont 3 595 filles ont bénéficié de 269 kits de matériels ludiques, de fournitures et d'autres supports d'apprentissage en rapport avec leur niveau de colarisation. Des efforts ont été déployés en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale afin d'améliorer la compréhension,

l'acceptation et l'importance de la préscolarisation par les communautés, les parents, et le personnel enseignant. Ces efforts ont abouti la mise en œuvre de la stratégie développée en faveur de la promotion du préscolaire, mais aussi à la délivrance d'un appui direct aux enfants et enseignants en matériel didactique et pédagogique et à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage avec les équipements de jeu et la réhabilitation d'une cinquantaine de salles de classe.

SANTÉ

Environ 15 909 accouchements ont été assistés par un personnel qualifié dans les établissements publics, ce qui représente environ 54% des grossesses attendues. Cependant il faut noter que pendant la pandémie de COVID-19, les données des structures et cliniques privées n'étaient pas transmises au niveau central. Ceci empêche de donner un niveau exact de l'indicateur sur la proportion des accouchements assistés par un personnel qualifié. Toutefois, il est estimé que cet indicateur est resté au même niveau que l'année dernière à 85%, car l'état de lieu réalisé en septembre 2020 a permis de recenser environ 15% des femmes enceintes ayant accouché au niveau communautaire. Par ailleurs, environ 1 096 nouveau-nés qui présentaient un faible poids à la naissance (poids inférieur à 2500g) ont été recensés et pris en charge dans les différents services de maternités et de services de néonatalogie.

Pour l'amélioration de l'accès des soins obstétricaux, le SNU a réhabilité les maternités de Sima et Pomoni, et a assuré l'approvisionnement des formations sanitaires en médicaments pour la prise des urgences obstétricales (Oxytocine, Magnésium) et les

équipements de protection individuelle pour la protection des prestataires et des clients. S'agissant de la surveillance des décès maternels, une formation de prestataire de services a été organisée dans les trois îles regroupent 75 personnes et la mise en place des comités insulaires d'audits des décès maternels.

En matière de planification familiale, le SNU a assuré l'approvisionnement des formations sanitaires en produits contraceptifs, 25 prestataires de services ont été formés en insertion et retrait du dispositif Intra utérin à Mohéli et une campagne de sensibilisation a été organisée à Ngazidja touchant l'ensemble des districts sanitaires. Dans le domaine de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, le SNU a appuyé la formation de 80 prestataires de service sur les audits des décès maternels au niveau des 3 îles et 3 comités insulaires d'audit ont été mis en place par arrêté ministériel.

En 2020, le SNU a renforcé son plaidoyer pour le financement par l'État Comorien des vaccins traditionnels en mettant l'accent sur la nécessité de sécuriser l'achat des vaccins afin d'éviter les ruptures de stocks liées aux restrictions induites par la crise du COVID-19. Ce plaidoyer a eu un écho

favorable et le gouvernement a, dès la fin du premier trimestre de l'année 2020, déboursé les fonds permettant d'acquérir 100% des vaccins traditionnels et d'assurer la quote-part nationale sur les vaccins nouveaux et sous-utilisés. Cet effort gouvernemental a permis de maintenir la disponibilité des vaccins et la continuité des services de vaccination malgré les tensions ultérieures sur la livraison des produits. Ainsi, 8 721 filles et 9 373 garçons de 0 à 11 mois ont reçu la troisième dose requise du vaccin pentavalent représentant 74 % des enfants attendus. En 2020, la formation des Agents de Santé Communautaire (ASC) a été réorientée vers la participation de la communauté sur la lutte contre le COVID-19 et les maladies à potentiel épidémique ainsi que la sensibilisation sur le recours aux soins. Au total 530 agents de santé communautaire dont 282 du sexe féminin répartis dans 195 localités d'Anjouan et de Mohéli ont été formés sur la définition communautaire des cas de COVID-19 et des maladies à potentiel épidémique ainsi que la prévention et contrôle de l'infection (PCI). La formation a également porté sur la sensibilisation de la population sur les mesures barrières tout en

respectant la distanciation et les mesures de protection individuelles. Par ailleurs, 20 superviseurs des agents de santé communautaire ont été formés et dotés en moyen de communication pour assurer le suivi des ASC impliqués dans la mise en œuvre de la surveillance intégrée à base communautaire.

Afin de mieux répondre à leur action, les ASC ont reçu, chacun, un lot de 3 boîtes à images sur les pratiques essentielles familiales, des matériels de protection individuelle notamment les masques et le gel hydroalcoolique pour la désinfection des mains ainsi que des moyens de communication pour leur permettre de transmettre les informations recueillies au niveau de la communauté. Il faut noter par ailleurs que 300 thermo-flash et 840 gilets d'identifications ont été mis à la disposition des ASC pour faciliter le travail au niveau de la communauté. À travers ce réseau des ASC, environ 36 204 personnes dont 18 181 du sexe féminin ont été touchées pour recueillir les informations liées à la surveillance du COVID-19 et des maladies à potentiel épidémiques et par la sensibilisation sur les mesures barrières contre le COVID 19.



Grâce à la campagne nationale de supplémentation de vitamine A intégrée à la distribution de l'Albendazole et au dépistage de la malnutrition aigüe organisée en décembre 2020, tous les enfants comoriens de 6 mois à 5 ans ont reçu au moins une dose de vitamine A. La campagne, qui a ciblé 129 000 enfants, porte à 100% le pourcentage d'enfants ayant reçu 2 doses annuelles de vitamines A en 2020 contre 80% en 2019. Une réussite dans la réduction de la mortalité et de la morbidité infantile aux Comores.

©Rehema Ahmed /UNICEF Comores

PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE

Dans la lutte contre les violences basées sur le genre, Le SNU a continué d'appuyer le fonctionnement et les activités des services d'écoute et de protection des femmes et des enfants victimes de violence. Au cours de l'année 2020, les services d'écoute et de protection des enfants ont accueilli près de 674 victimes de violence et de négligence dont 80% de filles âgées de 11 à 17 ans. Près de 58% de ces cas, soit 389 victimes, ont subi des violences sexuelles et ont bénéficié d'une assistance médicale juridique et psychosociale.

2020



Services d'écoute et de protection de l'enfance ont accueilli 678 victimes de violences et négligences.

85% sont âgées de 11 à 17 ans.

58% des cas sont des violences sexuelles.

EAU, HYGIENNE ET ASSAINISSEMENT

L'intervention du SNU a permis de maintenir le taux d'accès à l'eau potable grâce à la fourniture et l'installation de deux groupes électrogènes qui alimentent les deux puits qui approvisionnent la capitale en eau. Cette intervention a touché au moins 13,3% de la population totale du pays.

Par ailleurs, le SNU a amélioré l'accès à l'eau dans 5 communautés rurales de la Grande Comore en effectuant des travaux de réhabilitation des citernes villageoises et en les équipant en de pompes solaires. Un appui qui va bénéficier à une population d'environ 14 413 usagers de l'eau. Durant cette année où la pandémie du COVID-19 a affecté le pays, le SNU a garanti l'alimentation en eau par camion, au niveau du centre de prise en charge des personnes touchées par la COVID-19 à Sambankouni pour une durée d'un mois. Le SNU a également aménagé les capacités de stockage d'eau à plus de 200 m³, et réhabilité les installations de collecte des eaux de pluies du centre qui est l'unique recours d'alimentation du centre COVID-19 de l'île.

Le SNU a réhabilité des citernes et installé des pompes solaires dans 5 communautés de la Grande Comore.

Résultat

14413 usagers ont accès à l'eau potable.

RÉSULTATS CLÉS.....

- Mis en œuvre d'un paquet minimum d'interventions pour la promotion des acquis scolaires y compris les apprentissages dans le préscolaire ;
- Mis en œuvre d'un paquet minimum d'interventions pour la promotion de l'inclusion et de la qualité ;
- Renforcement des capacités de gestion des 76% des conseils d'école, soit un large dépassement de la cible fixée à 16% pour 2020 ;

► **70% d'enfants de 6 - 59 mois souffrant de diarrhée sont traités à la Solution de Réhydratation Orale (SRO) en 2020 contre 68% en 2019 ;**

Renforcement des capacités de 80 prestataires de service sur les

audits des décès maternels et néonataux ;

- Nette augmentation du pourcentage de districts sanitaires en mesure de notifier électroniquement les maladies sous surveillance et de partager les données en temps réel avec un passage de 33% en 2019 à 50% en 2020 ;

- Augmentation du nombre de ménages vulnérables ayant accès à une toilette améliorée entre 2019 et 2020, passant de 766 à 896 ;

- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan national pour la Communication de risque et l'engagement communautaire (CREC) en réponse à la pandémie de COVID-19 ;

- Renforcement des capacités des médias dans le traitement de l'information liée à la pandémie de COVID-19 ;

- ▶ **Appui à l'opérationnalisation et au fonctionnement du numéro vert 17/17 qui est le centre d'appel et d'orientation pour la COVID-19, ainsi que des plateformes officielles de partage d'information sur la pandémie**

(www.stopcoronavirus.km ainsi que de la page Facebook y afférente) ;

- Augmentation du nombre de cas de viol pris en charge dans les centres d'écoute entre 2019 et 2020, passant de 100 à 389 ;

- ▶ **50 biologistes et techniciens de laboratoire formés au dépistage du la COVID-19 ;**

- Appui à la définition, l'adoption et la diffusion des normes et standards pour les produits de santé en vue de faciliter l'enregistrement, l'approvisionnement et l'utilisation des produits de santé de qualité, grâce à l'élaboration de la liste nationale des médicaments essentiels 2020 et un draft de la politique pharmaceutique nationale ;

- Existence effective d'un plan national pour la préparation et la riposte aux épidémies ;

- Appui à la mise en place de 48 comités villageois de surveillance de COVID-19 dans les îles en partenariat avec les gouvernorats et les Directions régionales de la santé ;

- Existence effective d'un plan de la tuberculose mis à jour.

EFFET 3

GOVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME

D'ici à 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience.



AGENCES CONCERNÉES



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
internationale
du Travail

L'effet 3 est en lien étroit avec les priorités nationales exprimées dans la SCA2D « consolidation de la gouvernance et promotion de l'État de droit » (axe stratégique 3 de la SCA2D). Il vise le renforcement de la gouvernance politique, en mettant l'accent sur la consolidation de la démocratie et la paix, le renforcement des capacités nationales, l'état de droit, la gouvernance administrative, locale et de promotion du développement de base, et la disponibilité de données pour aider à la prise de décision et à la planification. Il renvoie essentiellement au pilier « Paix » du Programme de développement durable des Nations

Unies à l'horizon 2030. Il est en cohérence avec les dispositions des instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme et de la constitution. Sa réalisation se traduira par un changement stratégique observable à travers le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, la promotion des droits de l'homme particulièrement le respect, la réalisation et la protection des droits civiques et politiques des citoyennes et des citoyens.

Le SNU a appuyé le renforcement des capacités des structures de prévention et de lutte contre les VBG avec un appui

en matériel informatique et bureautique, et la mise en place de 6 comités de veille au niveau communal. Le SNU a appuyé la célébration des journées thématiques et mandataires telles que la célébration de la célébration de la Journée internationale des femmes, la célébration de la Journée internationale de lutte contre les VBG à travers les ONGs, et les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre.

Le SNU a également apporté son appui aux activités de prévention et de lutte contre la COVID-19, en dotant les structures des produits et la distribution, des produits auprès des populations cibles :

- Distributions de matériels et produits de prévention contre la COVID-19 ;
- Appui à l'organisation des séances de sensibilisation et de plaidoyer sur la prévention des cas de VBG et d'abus sexuels dans le contexte de COVID-19;
- Renforcement des capacités des centres d'écoute et de lutte contre les VBG dans la prise en charge des VBG dans le contexte de COVID-19.

DROITS HUMAINS

Contexte COVID-19



Formation de 60 agents
des forces de l'ordre
dont 7 femmes (11%) sur les
droits humains et le maintien de
l'ordre en période de crise.

En matière de droits humains dans le contexte de la COVID-19, les actions conduites par le SNU, ont permis la formation de 60 agents des forces de l'ordre dont 7 femmes, soit 11%, sur les droits humains et le maintien de l'ordre en période de crise. L'objectif étant de contribuer à la création d'un environnement propice à la prise en compte des droits humains en période de crise, et particulièrement dans la lutte contre la COVID-19. Dans le même esprit, 60 policiers et gendarmes ont bénéficié d'une formation sur les droits de l'enfant durant la pandémie de COVID-19. Ces formations financées également par les Nations unies ont été animées par les formateurs nationaux

(policiers et gendarmes) et ont porté notamment sur les problématiques des enfants victimes, en danger, les enfants en conflit avec la loi, la communication avec les enfants.

Il convient de souligner que la mise en œuvre des mesures inhabituelles en termes de protection (mesures barrières), bien qu'elles soient destinées à protéger la vie et la santé des citoyens ainsi que l'économie, affectent inévitablement les modes de vie, les libertés et droits fondamentaux des citoyens. La surveillance du respect de ces mesures fait appel au maintien de l'ordre et pose la problématique de l'équilibre entre la sécurité et les droits fondamentaux des individus au cœur de laquelle se trouvent les responsables de l'application des lois, y comprises les forces de sécurité. En effet, pendant cette période de crise, les forces de sécurité sont mobilisées pour l'application de certaines mesures administratives prises par les autorités comoriennes pour contenir la propagation de la pandémie, telles que le couvre-feu, l'interdiction des prières collectives, ou encore les attroupements au cours des cérémonies mortuaires occasionnées ou non par la COVID-19.

Cet appui du SNU fait suite à l'appel à l'action et à la solidarité internationale

pour une réponse efficace aux impacts socio-économiques du COVID-19¹ du Secrétaire général des Nations unies. Dans cet appel, il exhorte les gouvernements à positionner la protection des droits humains en première ligne dans la lutte contre la pandémie, qu'il s'agit du droit à la vie et le devoir de protéger la vie, le droit à la santé et l'accès à la santé ou encore le droit à la liberté de circulation.

Par ailleurs, Président de l'Union des Comores a présidé la cérémonie de célébration de la journée internationale des droits de l'enfant, le 20 novembre 2020. Cette célébration a permis aux enfants comoriens d'exercer leur droit à l'expression et à la participation. Sur le thème « ré-imaginons un monde meilleur pour les enfants, après la pandémie du COVID-19 », un concours de lettre adressée à l'ensemble des députés comoriens, pour les sensibiliser sur l'adoption des lois favorables à la santé, l'éducation et la protection de tous les enfants comoriens a été organisé par le Commissariat National de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre. Au cours de cette cérémonie, les trois jeunes

¹ United Nations, *SHARED RESPONSIBILITY, GLOBAL SOLIDARITY : Responding to the socio-economic impacts of COVID-19*, March 2020.

lauréates du concours, trois adolescentes, ont lu leurs lettres axées sur l'importance de légiférer pour mieux protéger les enfants. Ces lettres ont été remises par les enfants au Président de l'Assemblée de l'Union. La politique nationale de la protection de l'enfant validée en 2016 a été officiellement remise au Président de l'Union à l'occasion de cette célébration.

Dans le domaine de la migration, en vue de renforcer les capacités techniques et technologiques dans la gestion des frontières, le système des Nations unies, a organisé deux formations en « droit international de la migration » et en « gestion intégrée des frontières ». De plus, un bâtiment au sein du Ministère contenant une salle de formation et des bureaux, a été réhabilité et équipé. Des équipements opérationnels ont également été remis permettant le renforcer la gestion des frontières de l'Union des Comores. L'Union des Comores a également rejoint le processus 2020-2021 des Indicateurs de Gouvernance des Migration. En collaboration étroite avec le Ministère de l'Intérieur, le système des Nations unies a lancé le processus qui permettra de collecter les données sur la migration, d'analyser les tendances, et d'identifier les leviers politiques que le pays peut utiliser pour développer les structures de gouvernance migratoire.

Enfin, en matière de suivi-évaluation de l'agenda 2030 pour le développement durable, l'appui technique des Nations unies à l'élaboration du Rapport National Volontaire (VNR) a permis d'identifier les avancées, les défis, les succès et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des ODD au niveau national, mettant ainsi à la disposition des Comores et de ses partenaires, un document de référence pour la poursuite des efforts vers l'atteinte des ODD. En outre, les efforts fournis par le SNU en matière de gouvernance financière ont permis la finalisation du rapport d'évaluation du financement du développement (DFA) incluant toutes les opportunités de financement des ODD par l'Union des Comores. Tous les goulots d'étranglement relatifs aux financements du développement, notamment au niveau du secteur privé, y ont été analysés et documentés. Le rapport permet également au pays de disposer pour la première fois, d'une cartographie détaillée des flux financiers internes et externes susceptibles de financer son développement et lui offre des perspectives pour l'élaboration du cadre national de financement intégré (INFF).

RÉSULTATS CLÉS

- Renforcement des capacités des structures de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ;
 - ▶ Formation sur les droits humains et le maintien de l'ordre dans le contexte de la COVID-19 au profit de 60 agents des forces de l'ordre dont 11% des femmes ;
 - ▶ Formation sur les droits de l'enfant dans le contexte de la pandémie de COVID-19 au profit de 60 policiers et gendarmes ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines de l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) et appui à la production d'études ;
 - ▶ Disponibilité des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat désagrégées par âge et par sexe à différents niveaux géographiques (national, insulaire et communal) ;
- Appui à l'élaboration des Rapports thématiques d'analyse des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2017;
- Renforcement des capacités en gestion des frontières ;
 - ▶ Appui à l'élaboration du Rapport National Volontaire (VNR) sur les ODD;
- Appui à la finalisation du rapport d'évaluation du financement du développement (DFA) ;
- Soutien à la création de l'écosystème numérique de la Chambre de Commerce et d'Industrie (UCCIA). Cet appui a fait de cet espace un lieu où se rencontrent l'offre et la demande de services d'appui dématérialisés pour les acteurs du réseau de l'UCCIA et leurs partenaires publiques et privés ;

- Renforcement de capacités du ministère en charge de l'Emploi et du Travail, des Organisations des Travailleurs - CTC et des Organisations des Employeurs - MODEC à travers une formation en ligne sur le dialogue social ;
- Mise en place d'un projet d'appui à la gestion de données sur la production agricole au sein du Ministère de l'Agriculture : 11 Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE) sélectionnés pour intégrer le système qui va être mis en place ;
- Analyse de la politique culturelle nationale ainsi que des mesures prises pour soutenir les industries culturelles et créatives aux Comores ;
- Évaluation de l'impact du COVID-19 sur la condition de l'artiste aux Comores au travers un débat « ResiliArt Comores » ;
- Élaboration d'une législation nationale sur le patrimoine culturel aux Comores, et pour la ratification de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels 1970 ;
- Renforcement des capacités nationales dans la préparation d'un dossier de nomination pour les sites historiques des Sultanats des Comores sur la liste du patrimoine mondial ;
- Sensibilisation des écoles et de communautés sur le patrimoine culturel immatériel aux Comores par le biais d'une caravane de la culture ;
- Renforcement des capacités nationales par rapport à l'éthique et la bioéthique.

EFFET 4

CHANGEMENT CLIMATIQUE, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES

D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises



AGENCES CONCERNÉES



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

L'effet 4 contribue principalement aux objectifs stratégiques 2 de la SCA2D relatifs au :

- Développement durable et productif du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique;
- Gestion durable des ressources naturelles et environnementales;
- Promotion du cadre de vie, de l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'aux services énergétiques durables.

L'effet 4 de l'UNDAF vise les objectifs suivants :

- Le renforcement des capacités techniques et technologiques des institutions étatiques et des acteurs non étatiques ainsi que la construction des infrastructures nécessaires pour la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'amélioration de la résilience ;
- Le renforcement des capacités technologiques et techniques des institutions publiques et des acteurs non étatiques ainsi que la construction des infrastructures requises pour l'adaptation des systèmes agricoles et des communes aux

changements climatiques et de la gestion des ressources en eau;

- Le renforcement des capacités techniques et technologiques des institutions étatiques et des acteurs non étatiques pour améliorer durablement la gestion de l'environnement et des services écosystémiques;
- Le renforcement des capacités techniques et technologiques des institutions publiques, du secteur privé et des communautés vulnérables pour améliorer durablement l'accès aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Le plaidoyer effectué par le SNU au plus haut niveau des institutions de l'État et des leaders d'opinion sur les impacts multisectoriels des feux de brousse s'est traduit par une forte prise de conscience sur l'ensemble des enjeux y afférents à la fois par les autorités nationales et locales, les leaders politiques, les forces de sécurité et de défense, les chefs religieux, la société civile et les communautés de base. L'approche du SNU a ainsi permis d'offrir des solutions techniques et technologiques alternatives pour une

gestion plus durable des ressources naturelles, incluant l'eau et les forêts, une agriculture plus résiliente et un renforcement des mécanismes de gestion de l'urgence.

L'appui du SNU a permis de favoriser une approche plus intégrée et plus innovante de la gestion de l'environnement avec un nouveau code de l'eau et la création des aires protégées. De même, l'appui fournit a permis de mener à terme, le processus d'élaboration du Plan de développement des capacités de gestion multisectorielle, coordonnée et décentralisée de l'environnement pour atteindre les objectifs des trois Conventions de Rio en Union des Comores. Ce document offre au pays, une opportunité certaine en ce sens qu'il devienne le cadre de référence nationale en matière de planification pour les secteurs de l'environnement et de l'agriculture.

GESTION DE CRISES ET RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES

Concernant la gestion des risques de catastrophes, l'acquisition et le déploiement des équipements d'intervention d'urgence, soit près de 10 000 articles d'équipement de lutte

contre les incendies et de soin de premier secours, ont permis de rendre opérationnel les directions régionales de sécurité civile (DRSC) d'Anjouan et de Mohéli. En outre, l'appui technique a porté sur l'élaboration et la validation technique du nouveau cadre permanent pour la GRC en vue d'améliorer le mécanisme national de coordination des urgences qui sera soumis au Conseil des Ministres pour approbation en janvier 2021.



Crises et catastrophes

Près de 10 000 articles d'équipements de lutte contre les incendies et soins de premier secours ont rendu opérationnel les DRSC d'Anjouan et Mohéli.

En matière de résilience communautaires face aux catastrophes climatiques, l'appui technique et financier du SNU portant expérimentation d'une solution mixte solaire/pétrole comme alternative aux bois/énergie dans la distillation des huiles essentielles a permis de réduire

la consommation en bois/énergie à hauteur de 360 m3 par an et par unité dont la mise en échelle sur d'autres sites cibles. Un appui qui contribuera à réduire la déforestation et par conséquent, les inondations et les glissements de terre.

Mise en place de 6 parcelles de production de variété résilientes de pomme de terre pour 64 paysans

Réduction du ruissellement des eaux de pluie et glissement de terrains par le reboisement de 242,32 ha dans les sites vulnérables aux effets du changement climatique et aux catastrophes.

Au titre des activités économiques de substitution aux fins de la résilience des communautés face aux chocs et au relèvement post Kenneth, la mise en place de 6 parcelles de production de variété résiliente de pomme de terre au profit de 46 paysans dont 14 femmes a permis de diversifier les alternatives de résilience des communautés. De plus, le reboisement de 242,32ha dans les

sites les plus vulnérables aux effets des changements climatiques et aux catastrophes, a ainsi contribué à la réduction des ruissellements des eaux de pluie et des glissements de terrain.

En matière de diversification de l'agriculture dans une dynamique de résilience climatique l'appui fourni aux trois Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE) cibles a permis de tester en station 19 variétés de patates douces dont 10 d'origine réunionnaise et 9 provenant d'Anjouan ; 5 variétés de taro dont 3 provenant des îles Fidji, une de Malaisie et une de l'Indonésie ; 7 variétés de manioc à cycle court en provenance d'Anjouan ; 1 variété de maïs en prévenance de la Réunion ; 3 variétés de tomates de production sous serres provenant d'Afrique du Sud en vue de leur pré-diffusion durant la prochaine campagne agricole. Pour la diversification et l'augmentation des produits à l'exportation, l'appui technique, financier et logistique fourni s'est traduit par la production de 15 900 plants de culture de rente, (ylang ylang, poivriers, girofliers, et vanille) aux fins d'augmentation à terme des revenus des exploitants agricoles concernés, et les recettes à l'exportation. Par ailleurs, l'appui technique et technologique pour le lancement d'une nouvelle culture d'exportation, en l'occurrence le

gingembre, a permis de mettre à la disposition de 34 fermiers formateurs (dont 11 femmes) 141 715 rhizomes de gingembre dans le cadre d'une campagne de pré diffusion dans la perspective de récolter 42,5 tonnes en 2021, soit le double des importations actuelles.

APPROVISIONNEMENT RÉSILIENT EN EAU

En ce qui concerne la gestion intégrée des ressources en eau, les réalisations sur la gouvernance du secteur portent sur : l'élaboration et l'adoption du nouveau code de l'eau qui inscrit la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans une dynamique d'adaptation au CC; le diagnostic institutionnel et organisationnel à l'échelle locale et nationale ; l'élaboration de projets de 19 textes d'application relatifs à la mise en place des institutions de la GIRE et la gestion des services publics de l'eau; et l'acquisition des équipements de l'infrastructure de surveillance climatique, soit 30 stations piézométriques, 20 climatologiques et 6 agrométéorologiques. Pour les infrastructures d'approvisionnement résilient en eau potable et irrigation, la réalisation d'une campagne de

prospection géophysique a permis d'identifier 15 nouvelles sources d'eau souterraines au niveau de la Grande Comores, dont 9 font l'objet de 6 forages d'exploitation et 3 piézométriques et permettront à terme de mobiliser 17 280 m³ d'eau souterraine/jour pour 65% de la population de Ngazidja d'ici 2042. L'étude hydrogéologique montre un potentiel d'exploitation de 56 points d'eau souterraines dont 60% sont inexploitable en raison d'un taux de salinité élevé. En outre l'acquisition de 4 réservoirs écologiques de collecte et stockage d'eau pluviale (7500m³) devra permettre à terme d'assurer l'approvisionnement en eau de 67 ha de périmètres agricoles isolées.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

L'appui technique et financier du système des Nations unies portant surveillance et monitoring des cibles de conservation de la biodiversité des aires protégées des Comores a permis d'enregistrer une montée de 19 441 tortues marines, amenant ainsi le pays au premier rang mondial des sites avec une population vivante à côté et troisième site mondial des montées de

tortues. De plus, la campagne d'observation des mammifères marins a permis de recenser 766 individus de dauphins et 125 baleines à bosse confirmant le potentiel écotouristique du pays en matière de *whale watching*. De même, l'appui portant restauration communautaire des écosystèmes a permis de mobiliser plus de 985 personnes dont 442 femmes pour aménager deux des trois zones humides d'importance mondiale (sites RAMSAR). De plus, la négociation et signature de 11 accords de cogestion dans le cadre du programme « Repos biologique » impliquant 682 femmes pêcheuses s'est traduit par l'accroissement du recrutement de coraux passant de 2 à 5 par m² et les prises de pêches de 3 à 8,5 kg /personne dans les réserves marines cibles. L'appui technique et financier du système des Nations Unies a permis à l'île de Mwali de se voir décerner le 28 octobre 2020 le statut de Réserve de Biosphère de l'UNESCO. En outre, le plaidoyer et l'appui technique fourni pour l'adoption par l'assemblée nationale et la promulgation de la loi d'application du Protocole de Nagoya a permis de doter le pays du premier cadre légal sur l'accès équitable aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées.



Prospection géophysique qui a permis d'identifier 15 nouvelles source d'eau souterraines en Grande Comore

Elles permettront de mobiliser 17280 m³ d'eau par jour pour 65% de la population de Ngazidja d'ici 2042.

Mwali a le statut de Réserve de Biosphère de l'UNESCO (octobre 2020) grâce à l'appui technique et financier du Système des

PROMOTION DES ÉNERGIES PROPRES

L'appui technique et financier du SNU pour la réalisation de l'enquête géo spatiale digitalisée réalisée avec la solution libre en ligne KoboTool Box auprès des communautés sans ou avec peu d'accès à l'énergie a permis d'établir le profil de la demande et le niveau de vulnérabilité dans les sites pilotes de Ouzini à Ndzuani, Bandasamlini-Sangani à Ngazidja, et Ouallah-Mirereni à Mwali. Ainsi, la *baseline* établie par l'enquête, permettra une mise à l'échelle pour une identification et analyse complète de l'accès à l'énergie, incluant les problèmes de capacité, de fiabilité et

d'accessibilité financière. A terme, la direction de l'énergie aura à disposition les informations requises sur l'état de l'accès à l'énergie et les possibilités du marché qui en découlent afin d'optimiser les investissements dans des solutions énergétiques propres, digitalisées, et adaptés à la réalité du pays. L'appui fourni a également permis d'initier les travaux de construction du laboratoire national de géoscience abrité par le Bureau Géologique des Comores (BGC), dans le cadre du renforcement des capacités dans le domaine de la géothermie.

L'appui technique et financier pour la finalisation en 2020 de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) pour la construction de la route vers les sites de forages a fait ressortir la nécessité de conduire des études complémentaires avant la réalisation de l'étude de faisabilité pour la construction de la route pour tenir compte des conclusions et des recommandations de l'EIES. L'appui fourni a également permis de recruter un bureau d'études international pour l'élaboration du premier code de la géothermie, et de mener une première revue technique du draft de code minier avec l'équipe des ressources minières.



L'appui technique et financier du système des Nations unies a permis à l'île de Mwali de se voir décerner le 28 octobre 2020 le statut de Réserve de Biosphère de l'UNESCO. Les Comores ont ainsi rejoint le réseau mondial des réserves de biosphère qui compte désormais 714 réserves dans 129 pays de par le monde.

« C'est une grande nouvelle pour le pays notamment l'île de Mohéli, car cela signifie que notre pays a des ressources potentielles pour rehausser l'écotourisme », indique Bianrifi Tarmidhi, le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement.

Par ailleurs, le plaidoyer du système des Nations unies a soutenu l'élaboration des textes d'application de la loi sur le système national des aires protégées s'est traduit par l'approbation en conseil des ministres de 5 projets de décrets de création des parcs nationaux des Comores et la création de la première agence nationale pour la gestion des aires protégées.

Particulièrement bien préservé, le site de Mohéli comprend une exceptionnelle biodiversité d'importance régionale et mondiale, des taux d'endémisme étant particulièrement élevés parmi les différents groupes de flore et de faune, aussi bien terrestres que marins. L'appui à la surveillance et monitoring des cibles de conservation de la biodiversité des aires protégées des Comores a permis d'enregistrer une montée de 19 441 tortues marines, faisant du pays le troisième site mondial de montées de tortues.

RÉSULTATS CLÉS

- ▶ Acquisition de 5 stations météorologiques automatiques pour renforcer les capacités de collecte des données pour la prévision climatologique ;
- Renforcement des capacités techniques et technologiques de l'Observatoire volcanologique du Karthala (OVK) de manière à garantir une surveillance optimum des activités du volcan Karthala afin de fournir des alertes.
- Appui à l'élaboration et l'adoption du nouveau Code de l'eau qui inscrit la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans une dynamique d'adaptation au changement climatique (CC) ;
- Acquisition de 4 réservoirs écologiques de collecte et stockage d'eau pluviale (7500m³) qui devra permettre à terme d'assurer l'approvisionnement en eau de 67 ha de périmètres agricoles isolés ;
- ▶ Acquisition des équipements de surveillance climatique, soit 30 stations piézométriques, 20 climatologiques et 6 agros météorologiques ;
- Établissement de la première cartographie complète des bassins versants et leur réseau hydrographique incluant les couloirs et les exécutaires d'écoulement préférentiel pour chaque île, faisant ressortir l'inventaire et la géolocalisation des différentes sources d'eau et des bassins-versants dans les trois îles;
- ▶ Promulgation de la loi sur le système national des aires protégées permettant ainsi au pays de disposer d'un cadre légal spécifique pour gérer 25% du territoire terrestre et 5% des eaux maritimes destinés à être classés en parcs nationaux ;
- Création officielle des 5 nouveaux parcs nationaux à savoir: Karthala (Ngazidja); Cœlacanthe (Ngazidja); Mistamiouli-Ndroudé (Ngazidja); Shisiwani (Ndzuani); Mont Ntringui (Ndzuani);
- Élaboration et validation technique d'un guide de documentation sur les connaissances traditionnelles et

- méthodologie de l'inventaire des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles ;
 - Élaboration d'un système de documentation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles.
 - Inscription de la Géothermie dans la Climate Investment Platform (CIP), afin d'obtenir des financements innovants ;
 - Démarrage travaux de construction du laboratoire national de géoscience;
 - Réalisation d'une évaluation des impacts environnementaux et sociaux au niveau de la route menant aux sites de réalisation des forages ;
 - Réalisation d'une enquête digitale géo référencée (par KoboTool Box) sur le profil de la demande et l'accès à l'électricité auprès de 3 communautés les plus vulnérables ayant permis, en un temps record, de déterminer les besoins en énergie des communautés ciblées ;
- Appui à la construction du laboratoire national de géoscience ;
- Appui aux communes à l'élaboration d'un plan d'action pour la résilience urbaine sur la base d'une approche participative ;
- Mise en place d'un programme de renforcement de la résilience urbaine au niveau national et local;
- Élaboration des textes d'application de la loi sur le système national des aires protégées qui s'est traduite par l'approbation en conseil des ministres de 5 projets de décrets de création des 5 nouveaux parcs nationaux des Comores et la création de la première Agence nationale pour la gestion des aires protégées.

. 3

.....

**UNIS
DANS
L'ACTION,
SUCCÈS ET
LEÇONS
APPRISES**



UNIS DANS L'ACTION SUCCÈS ET LEÇONS APPRISES

UNIS DANS L'ACTION

Au cours de l'année 2020, l'Équipe-pays des Nations unies, sous le leadership du Coordonnateur résident, a assuré la supervision globale du PNUAD, et fourni les orientations stratégiques nécessaires à sa mise en œuvre malgré la pandémie de COVID-19. Les quatre groupes de résultats présidés par les Chefs d'agences ont joué, chacun, un rôle majeur dans les processus de programmation et de révision des plans de travail annuels ainsi qu'à leur revue.

Face à la pandémie de COVID-19, la Task-force inter-agence de la gestion des risques et catastrophes a été très active dans l'appui au pays dans la préparation et la réponse de la crise, et

a constitué un forum de coordination et de concertation des appuis. Ce qui a permis à l'Équipe-pays des Nations unies de fournir une meilleure assistance aux acteurs impliqués dans la réponse nationale.

De même, elle a permis d'orienter la réponse du SNU dans une vision partagée de l'approche adoptée pour soutenir le gouvernement dans la riposte. Ceci a permis à l'Équipe-pays des Nations unies de fournir une meilleure assistance aux acteurs impliqués dans la réponse nationale et insulaire, et d'atténuer les impacts de la pandémie sur la population.

Par ailleurs, les agences ont développé conjointement 3 propositions de mobilisation des ressources. Elles ont

pu mobiliser ensemble 540 000 usd via de financement en provenance de différents fonds tels que le Multi-Partners Trust Funds (MPTF), ou encore le fonds Canadiens pour les initiatives locales.

Enfin, au niveau sectoriel, la programmation pour l'année 2020 a fait l'objet d'échanges et de rencontres avec les acteurs de la partie nationale. Aussi, cette collaboration étroite s'est davantage renforcée pendant la crise COVID-19 ; les structures du SNU travaillant très régulièrement avec les comités étatiques de coordination et de gestion.

ÉVALUATION ET LEÇONS APPRIS

La pandémie de COVID-19 en Union des Comores a fragilisé l'accès aux services de base (santé, éducation), et exacerbé la forte vulnérabilité et la faible résilience des secteurs stratégiques du pays tels que l'eau, l'énergie, l'agriculture, le tourisme, les transports et le commerce. En outre, cette crise a accentué le besoin en renforcement des capacités de préparation, de réponse et de relèvement des acteurs étatiques,

non étatiques (incluant le secteur privé) et les communautés. Guidé par les orientations du Secrétaire général, le SNU a su porter une vision intégrée et multidimensionnelle de la réponse à la crise sanitaire, et mobiliser des fonds pour répondre à l'ampleur de la crise. La protection et l'appui aux communautés les plus vulnérables a par ailleurs été au cœur de la stratégie d'intervention du SNU.

L'année 2020 a été une année inhabituelle pour l'éducation et d'autres domaines d'apprentissage qui a opportunément, mais à juste titre, accéléré les interventions dans le secteur des technologies de l'information et accru les partenariats au niveau régional par le biais de réunions en ligne, de webinaires et de formations pour le renforcement des capacités. A ce titre, le personnel administratif et informatique des ministères de l'éducation et de l'informatique suit une formation sur Microsoft 365 pour la production de matériel didactique, et la fourniture d'un enseignement à distance aux étudiants de tous les niveaux d'apprentissage aux Comores. Les plus hautes institutions de l'État de l'Union des Comores ont été aussi équipées en matériel pour maintenir la

continuité des services de manière sécurisée pendant la pandémie.

Enfin, la crise sanitaire a constitué une occasion pour renforcer les liens de collaboration entre les partenaires au développement, le gouvernement, la société civile, des médias dans leur rôle de sensibilisation, ainsi que des communautés, avec une certaine exigence de résultats.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer la collaboration entre les agences des Nations unies et les partenaires d'exécution pour une mise en œuvre effective et le suivi des activités ;
- Mettre à profit l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour soutenir la continuité de la mise en œuvre des activités du PNUAD, et celles des différents groupes de coordination et d'exécution ;
- Renforcer la coordination des actions avec la partie nationale pour capitaliser toutes les interventions au niveau national;
- Renforcer les capacités administratives, de gestion et de collaboration des partenaires nationaux d'exécution ;
- Renforcer la coordination inter-agence et allouer le temps nécessaire aux agences non-résidentes pour la collecte d'informations auprès de leurs bureaux respectifs;
- Considérer les risques relatifs à la pandémie de COVID-19 dans la meilleure planification des activités à venir ;
- Renforcer l'appropriation du PNUAD et de son plan d'action par l'ensemble du personnel du système des Nations unies, tout en soutenant la redevabilité de chacun d'entre – eux ;
- Renforcer les efforts de mobilisation conjointe des ressources pour mieux développer l'aspect intégration de la mise en œuvre du PNUAD;
- Renforcer les mécanismes de redevabilité réciproque entre le système et les partenaires d'exécution à travers la mise en œuvre, entre autres, du plan de suivi – évaluation du PNUAD;

- Poursuivre le renforcement des capacités de gestion financière des partenaires opérationnels (procédures HACT), en particulier avec la mise en œuvre des recommandations issues de la micro-évaluation 2020;
- Intensifier la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'UNDAF;
- Élaborer un plan de travail annuel pour chaque groupe et comité ;
- Redynamiser le mécanisme de suivi et de la mise en œuvre des activités des groupes de résultats ;
- Impliquer les représentants de la partie nationale dans les activités des groupes de résultats ;
- Élaborer un plan de mise en œuvre commun des recommandations de l'EPU.

. 4

PERSPECTIVES



4

PERSPECTIVES

La pandémie de COVID-19 demeure d'actualité dans le monde et en Union des Comores. A ce titre, l'année 2021 sera consacrée à la consolidation des acquis de développement et la progression vers l'atteinte des ODD. Cette prochaine année sera aussi le cadre idoine pour repenser le modèle de développement du pays en capitalisant sur les avancées, et en plaçant la résilience (économique, écologique et humaine) au cœur des solutions proposées afin de transformer les faiblesses en opportunités de développement résilient, vert et inclusif.

Ainsi, le SNU va continuer ses efforts en matière de santé infantile avec un plaidoyer pour la poursuite de la prise en charge de 100% des vaccins traditionnels par le gouvernement. A l'aune de l'homologation d'un vaccin contre la COVID-19, les efforts de plaidoyer du SNU porteront également

sur l'accès du vaccin aux pays vulnérables comme les Comores.

Le relèvement post-COVID-19 sera également au cœur des perspectives pour l'année prochaine avec un renforcement de la résilience des femmes et des jeunes, particulièrement touchés par les conséquences socio-économiques de la crise.

La confiance renouvelée des partenaires techniques tels que le Partenariat mondial pour l'éducation ainsi que les coopérations japonaise, coréenne et française permettra également de soutenir les efforts entamés dans les domaines de la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

PERSPECTIVES CLÉS

- Renforcement des actions de protection et de création d'emplois via un soutien au secteur privé, aux coopératives, à l'entrepreneuriat avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes ;
- Mener une étude sur l'économie informelle aux Comores pour réaliser un état des lieux et émettre des recommandations sur les actions à prendre ;
- Poursuivre le renforcement de capacités des acteurs dans les domaines prioritaires pour le pays dans le contexte de la COVID-19;
- Assurer la diffusion et de vulgarisation des résultats / rapports thématiques du Recensement Général de la population et de l'Habitant (RGPH) ;
- Appuyer la mise en œuvre des projets conjoints genre et jeunes ;
- Appuyer la mise en œuvre de la Politique nationale d'équité et d'égalité de genre (PNEEG), et de la Politique nationale de la jeunesse (PNJ) ;
- Adoption de la stratégie nationale pour le développement du tourisme durable ;
- Recherche et documentation sur les savoirs traditionnels comoriens lié à la conservation de la biodiversité, le changement climatique et la réduction des risques et catastrophes aux Comores ;
- Renforcer les actions de mobilisation des ressources dans différents domaines : (13.5 millions USD pour l'opérationnalisation du système national des aires protégées), la gestion des produits chimiques et déchets dangereux et l'électrification rurale ; 30 millions USD pour la géothermie ainsi que dans d'autres domaines comme l'emploi et le développement rural.

SIGLES ET ACRONYMES

ASC	Agents de Santé Communautaires
BGC	Bureau Géologique des Comores
CC	Changement climatique
CCA	Analyse Commune de Pays
CCIA	Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture
CE	Conseils d'Ecole
CGP	Commissariat Général au Plan
CNDHL	Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
CPD	Document de Programme Pays
CRDE	Centre Rural de Développement Economique
CSD	Centre Sanitaire de District
CTC	Confédération des Travailleurs Comoriens
DAD-Comores	Plateforme de gestion de l'aide au développement
DFA	Evaluation du financement du développement
DGEF	Direction Générale de l'Environnement et des Forêts
DRSC	Directions Régionales de la Sécurité Civile
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPU	Examen Périodique Universel
FSPI	Fonds de solidarité pour les projets innovants
GEV	Gestion Efficace des Vaccins
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GRC	Gestion de Risques de Catastrophes
HACT	Approche Harmonisée de Transfert de Fonds
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IEC/CCC	Information, Education, Communication/Communication pour le Changement de Comportement
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale
INFF	Cadre National de Financement Intégré

INSEED Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques

IST/VIH Infections Sexuellement Transmissibles/VIRUS DE L'IMMUNODÉFICIENCE HUMAINE

JICA Agence de la Coopération Internationale Japonaise

MAS Malnutrition Aigüe Sévère

MEN Ministère de l'Education Nationale

MNT Maladies Non Transmissibles

MODEC Mouvement des Entreprises Comoriennes

ODD Objectifs de Développement Durables

ONG Organisation Non Gouvernementale

PCI Prévention et contrôle de l'infection

PEC Prise en charge

PEV Programme Elargi de Vaccination

PIP Programme d'investissement public

PNMS Plateforme numérique multi-support

PNUAD/UNDAF Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

PS-PAI Plan Spécifique de Prévention et d'Atténuation des Impacts

PTA Plan de Travail Annuel

RGPH Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SCA2D Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable

SIG Système d'Information Géographique

SNU Système des Nations Unies

SONELEC Société Nationale d'Electricité des Comores

UCCIA Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture

UDC Université des Comores

VBG Violences Basées sur le Genre

VNR Rapport National Volontaire

WASH Eau, Assainissement et Hygiène

ANNEXE

RESSOURCES FINANCIÈRES

Effet	RESSOURCES ALLOUÉES		
	Ressources totales	Ressources ordinaires	Ressources mobilisées
Effet 1	3 127 358 \$	2 499 850 \$	627 507 \$
Effet 2	5 103 328 \$	847 211 \$	4 256 117 \$
Effet 3	894 170 \$	492 670 \$	401 500 \$
Effet 4	12 490 795 \$	1 513 055 \$	10 977 740 \$
TOTAL	21 615 651 \$	5 352 789 \$	16 262 864 \$



Bureau du Coordonnateur résident
des Nations Unies aux Comores.

Maison des Nations Unies
Hamramba Moroni
Union des Comores
BP:648, Moroni - Comores
Tél: +269 763 1089

.....

© Nations unies Comores 2020
Tous droits réservés